

PRIX DU POISSON

L'aquaculture pour contrer la hausse

Invité de la Radio algérienne, jeudi passé, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'est exprimé sur la nécessaire valorisation des ressources, halieutiques à travers l'aquaculture pour combler la demande interne en fruits de mer et poissons particulièrement.

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Une meilleure exploitation et optimisation de l'espace maritime est plus qu'une exigence «au regard de la situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui», a déclaré le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ahmed Ferroukhi.

Il n'est pas à rappeler que toute la problématique actuelle réside dans le retour à la terre et la valorisation de l'économie primaire, à savoir la pêche et l'agriculture. Selon l'intervenant, «un plan est en train de s'opérer depuis quelques années déjà pour booster la production en poissons».

A en croire ses déclarations, l'aquaculture en mer constitue l'un des programmes «en cours d'étude» puisqu'il permettrait certainement de

«stabiliser» les prix flambants du poisson et de démocratiser certains comme celui de la sardine. Il a fait état de 200 projets à l'horizon 2019 pour la production de 60 voire 70 tonnes de poissons par l'aquaculture en mer.

Toutefois, l'écart entre l'offre et la demande persistant aujourd'hui sur

ce marché ne s'est jamais creusé autant. Et ce, pour des raisons d'absence de politique concrète de gestion et de régulation des ressources halieutiques.

Effectivement, l'aspect environnemental a de fortes répercussions sur la qualité et l'abondance des ressources halieutiques au sein des 9 millions d'hectares que représentent les eaux maritimes algériennes. L'espace maritime, souvent négligé, fait l'objet d'un important degré de pollution. Ce qui explique, partiellement, la disparition de certaines espèces et le déclin de la reproduc-

tion lié à d'autres types de poissons. C'est pourquoi «une campagne de sensibilisation au nettoyage des ports a été lancée depuis quatre ans au niveau de 40 ports existants», en attendant la réception de cinq nouveaux. Selon lui, les déchets retirés de ces espaces se sont «réduits» depuis.

Les projets à venir en matière de pêche, selon S. Ferroukhi, versent tous dans «la valorisation des ressources maritimes et des îlots aux alentours du littoral».

Le développement des moyens et des capacités techniques est

«indispensable» pour augmenter la part de l'Algérie en thon qui est de 680 tonnes pour cette année. Effectivement, les prix de ce type de poisson, très élevés et tout aussi fluctuants, sont marchandés sur le marché international, donc en devises. D'ores et déjà, le ministre de l'Agriculture et de la Pêche ambitionne l'exportation de grandes quantités du thon algérien alors que le défi est, d'abord, de couvrir la demande locale qui n'est pas négligeable.

N. B.

PÊCHE

Reprendre l'exploitation du corail

L'appel d'offres relatif à l'exploitation du corail sera «prochainement» publié au profit des opérateurs actifs dans les différents domaines liés à la pêche. Ceci, pour que le lancement de son extraction débute à partir de «cette année», selon Sid-Ahmed Ferroukhi. Le cahier des charges, com-

prenant des obligations de moyens notamment, sera également remis aux concernés.

Pour une mise à niveau des pêcheurs, des séances de formations, en plongée sous-marine principalement, leur seront dispensées, selon le ministre. A savoir que seulement deux régions

d'exploitation de corail seront ouvertes aux bénéficiaires afin de garder à l'œil leur activité. Et ce, pour une éventuelle évaluation de celle-ci, avant d'étendre ce réseau à tout le littoral «d'ici 2019».

N. B.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS L'ANNONCE :

«Des lignes LGV opérationnelles dès la fin 2017»

Le ministre des Transports s'est dit, dans une entrevue avec la chaîne El Bilad TV, jeudi soir, très optimiste quant à la réussite du port de Cherchell le plus grand port de la Méditerranée et qui se veut aussi un grand acquis pour le pays.

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Cette mégastructure sera connectée aux réseaux ferroviaire et routier, assure Boudjemaâ Talai qui souligne que ce port sera spécialisé dans le transbordement en étant un lieu de transfert des marchandises et des conteneurs à partir d'Algérie vers les pays africains, avec les incidences financières certaines en devises.

Dans la conjoncture actuelle marquée par une baisse drastiques des revenus du pétrole, le gouvernement a pris la décision de ne plus financer les grands projets sur le budget de l'Etat mais en recourant à d'autres ressources. C'est le cas des grands projets du secteur des transports dont le port de Cherchell. Il note qu'au final, le financement de ce projet «impor-

te peu» dès lors que sa rentabilité peut participer à rembourser le crédit qui lui sera alloué.

Interrogé sur la possibilité de privatiser la SNTF, Boudjemaâ Talai s'est montré catégorique : «Constitutionnellement et réglementairement, il n'est pas possible pour que la SNTF soit privatisée, la Constitution a consacré la propriété publique sur le rail. La SNTF ne sera donc jamais privatisée.»

Au sujet des lignes de grande vitesse (LGV), Boudjemaâ Talai a confirmé qu'il y a actuellement des lignes LGV dont certaines devront être opérationnelles dès la fin 2017 ou début 2018.

La première ligne qui devra être réceptionnée sera celle reliant Tlemcen à Oued Tlélat (Oran) avec une vitesse de 220 km par heure.

A propos des lignes maritimes, Talai a confirmé l'existence d'une demande pour des dessertes intervalles à l'instar d'une ligne reliant Alger-Cherchell, Alger-Tipasa, Aïn Turck à Oran, et Skikda et Annaba. Des projets qui devront être incessamment lancés. Des lignes maritimes qui devront réduire le temps passé entre ces villes par route.

Evoquant la ligne à grande vitesse devant relier les trois pays du Maghreb : Algérie, Tunisie et Maroc, le ministre algérien des Transports a laissé entendre que les deux autres pays voisins devaient faire leur travail, puisque l'Algérie a réalisé la partie qui devait être la sienne. Il a rappelé dans ce contexte l'existence d'une ligne ferroviaire entre la région Akid Abbès à Tlemcen à l'ouest du pays jusqu'aux frontières est du pays. «Notre ligne ferroviaire est là et est connue. Quant à sa connexion avec les deux frontières voisines, cela ne dépend pas de nous», a fait savoir l'officiel algérien.

Concernant le permis à points, Boudjemaâ Talai a indiqué que ce projet pourra voir le jour dès la rentrée prochaine, soulignant que «techniquement, nous sommes prêts».

Ce nouveau mécanisme se veut un moyen répressif contre le phénomène des accidents de la route qui prend, chaque année, des proportions alarmantes. «Les statistiques officielles disent que nous enregistrons 4 500 morts et 55 000 blessés sur les routes annuellement, l'élément humain se trouve être à l'ori-

gine de 90% des accidents. De plus, la tranche d'âge la plus incriminée est celle entre 18 et 25 ans. D'où notre volonté de durcir la législation», a signifié le ministre.

A travers ce nouveau mécanisme, outre l'augmentation des amendes, les contrevenants sont aussi passibles de mesures coercitives allant du retrait du permis à la défalcation des points.

Y. D.

SITUATION SÉCURITAIRE

Trois éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à Boumerdès et Bordj-Bou-Arréridj

Trois éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés jeudi à Boumerdès et Bordj-Bou-Arréridj par des détachements combinés, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés ont arrêté, le 5 mai 2016, trois éléments de soutien aux groupes terroristes à Boumerdès/1<sup>re</sup> Région militaire (RM) et Bordj-Bou-Arréridj-5<sup>e</sup> RM», précise la même source.

«Un autre détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit à Skikda-5<sup>e</sup> RM, un abri pour terroristes, trois canons de confection artisanale, 4,2 kilogrammes de matières explosives et d'autres objets», ajoute le MDN dans son communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement combiné a saisi à Beni Ounif (wilaya de Bechar) 3<sup>e</sup> RM, le matin du 6 mai 2016, dix quintaux de kif traité», relève la même source.

D'autre part, un détachement à In Guezzam 6<sup>e</sup> RM, a saisi deux véhicules tout-terrain et 2,89 tonnes de denrées alimentaires.

«A Souk Ahras, Tébessa et El Tarf-5<sup>e</sup> RM, des éléments des gardes-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de plus de 21 178 litres de carburant», selon la même source.

APS

ELLE S'EST TENUE JEUDI AU MALI

L'ANP présente à une réunion du CEMOC

Une délégation de l'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a pris part, jeudi à Bamako, à une réunion du conseil des chefs d'état-major des pays membres du Comite d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) afin, notamment, d'«évaluer la situation sécuritaire dans la sous-région sahélo-saharienne», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«A l'invitation du général de division Mahamane Touré, chef d'état-major des armées de la République du Mali, président en

exercice du conseil des chefs d'état-major des pays membres du Comite d'état-major opérationnel conjoint CEMOC, une réunion

dudit conseil s'est tenue aujourd'hui le 5 mai 2016 à Bamako (Mali), et à laquelle a pris part une délégation de l'état-major de l'ANP, conduite par le général-major Zerrad Chérif, chef du département emploi-préparation de l'état-major de l'Armée nationale populaire en sa qualité de représentant du général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de

l'ANP», précise le communiqué.

«Cette réunion a été mise à profit par les responsables militaires des pays concernés afin d'étudier et d'évaluer la situation sécuritaire dans la sous-région sahélo-saharienne, l'échange d'analyses et le retour d'expériences depuis la dernière réunion du Conseil des chefs d'état-major, tenue le 16 septembre 2015 à Tamanrasset», ajoute la même source.

Le Président ivoirien achève sa visite d'État en Algérie

Le président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Dramane Ouattara, a achevé jeudi une visite d'Etat de quatre jours en Algérie, à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

M. Ouattara a été salué à l'aéroport international Houari-Boumediène par le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, et des membres du gouvernement.

Le président ivoirien s'était entretenu mardi

avec le président Bouteflika. Au cours de sa visite, le président Ouattara a également rencontré le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mohamed Larbi Ould Khelifa, et le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa rencontre avec le président Bouteflika, le président ivoirien avait exprimé la volonté de son pays de «consolider» et de «renforcer» davantage ses relations économiques avec l'Algérie.

Outre des questions internationales, le président Ouattara a précisé avoir évoqué avec le

chef de l'Etat «le rôle joué par l'Algérie au niveau continental et international, notamment dans la lutte antiterroriste».

La visite d'Etat du président ivoirien en Algérie a été sanctionnée par la signature d'un accord de coopération dans le domaine agricole, d'un mémorandum d'entente sur les consultations politiques et d'un autre mémorandum d'entente dans le domaine de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

APS